

REPUBLIQUE DU NIGER



Fraternité-Travail-Progrès

MINISTRE DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

DIRECTION DE L'EXECUTION ET DU SUIVI DU BUDGET

**RAPORT PROVISOIRE D'EXECUTION DU BUDGET GENERAL DE L'ETAT A FIN
JUN 2021**

AOUT 2021

INTRODUCTION.....	1
I- PRESENTATION DU BUDGET PREVISIONNEL 2021	1
II – SITUATION D'EXECUTION DU BUDGET GENERAL DE L'ETAT POUR LE DEUXIEME TRIMESTRE 2021 ..	2
A. EXECUTION DES RECETTES DU BUDGET GENERAL DE L'ETAT	2
1. Ressources extérieures.....	3
1.1 Dons et legs.....	3
1.2 Emprunts.....	3
2. Ressources internes	4
2.1 Vente des produits et services.....	6
2.2 Recettes fiscales :	6
2.3 -Recettes non fiscales	7
2.4 - Recettes exceptionnelles	8
2.5 Produits financiers.....	8
B- EXECUTION DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL DE L'ETAT	8
1. Amortissement et charges de la dette publique.....	10
2. Dépenses de personnel	10
3. Dépenses d'achats de biens et services	10
4. Subventions et transferts courants	10
5. Dépenses d'investissements de l'Etat.....	11
5.1 Investissements sur ressources propres de l'Etat	11
5.2 Investissements sur financements extérieurs	11
III- SITUATION CUMULEE A FIN JUIN 2021	11
1. REALISATION DES RESSOURCES DU BUDGET GENERAL DE L'ETAT	11
1.1 Les ressources extérieures.....	12
1.2 Les ressources internes	13
2. EXECUTION DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL DE L'ETAT	14
2.1 Amortissement et charges de la dette publique.....	14
2.2 Dépenses de personnel	15
2.3 Dépenses d'achats de biens et services	15
2.4 Subventions et transferts courants	16
2.5 Dépenses d'investissements de l'Etat.....	16
2.6 Analyse de la convergence à fin juin 2021	18
CONCLUSION	18

Liste des tableaux

Tableau 1 Répartition par grandes masses des prévisions de recettes et de dépenses du budget général de l'Etat 2021 (en milliards de francs CFA)	1
Tableau 2 : exécution des recettes du budget général de l'Etat par article.	2
Tableau 3 : décaissements des dons projets par bailleurs	3
Tableau 4 : décaissements des emprunts projets par bailleurs.....	3
Tableau 5 : recouvrement des recettes internes par régies financières	4
Tableau 6 : exécution des recettes internes du budget général de l'Etat par grandes natures.....	5
Tableau 7 : exécution par titre des dépenses du budget général de l'Etat (en milliards de F CFA).....	9
Tableau 8: Situation de réalisation des recettes à fin juin 2021	11
Tableau 9 : décaissements des emprunts et des dons projets à fin juin 2021	12
Tableau 10 : situation de réalisation des recettes interne par structure à fin juin 2021	13
Tableau 11 : situation d'exécution de la charge financière de la dette publique au 30 juin 2021	14
Tableau 12 : Situation d'exécution des dépenses à fin juin 2021	17
Tableau 13 : la situation des critères de convergence à fin juin 2021	18

Listes des graphiques

Graphique 1 : Taux d'exécution des recettes internes du budget de l'Etat au cours du deuxième trimestre 2021, par grandes natures de recettes	4
Graphique 2 : taux d'exécution du budget de l'Etat au cours du deuxième trimestre 2020 et 2021	8
Graphique 3 : répartition des charges financières de la dette	15

INTRODUCTION

Le budget 2021 prend en compte les orientations du Programme de Renaissance et les priorités et choix stratégiques définis par le Gouvernement, notamment dans le Plan de Développement Economique et Social (PDES 2017-2021) et le Programme Economique et Financier (PEF 2017-2020) conclu avec le Fonds Monétaire International (FMI).

Ainsi, le PDES 2017-2021, qui constitue le socle du budget, s'articule autour des axes stratégiques ci-après :

- la renaissance culturelle ;
- le développement social et la transition démographique ;
- l'amélioration de la croissance économique ;
- l'amélioration de la gouvernance, paix et sécurité ;
- la gestion durable de l'environnement.

Pour l'année 2021, la politique budgétaire est orientée de manière spécifique sur la gestion de la sortie de crise sanitaire induite par la COVID-19 et de ses impacts socioéconomiques et financiers. Elle sera également consacrée à la mise en œuvre des actions de relance de l'économie.

Toutefois, les actions de relance devront s'inscrire dans un cadre permettant un retour progressif aux équilibres financiers, à travers une mobilisation accrue des recettes fiscales, une meilleure maîtrise des dépenses publiques et le renforcement de la gestion de la trésorerie et de la dette. A cela s'ajoutent l'amélioration de la transparence dans la gestion des secteurs pétroliers et miniers et la poursuite des actions de soutien au développement du secteur privé et financier.

Ce rapport présente l'exécution provisoire du budget général de l'Etat au cours du deuxième trimestre 2021. Il s'articule successivement autour de trois points suivants :

- ✓ présentation du budget prévisionnel ;
- ✓ situation d'exécution du budget général de l'Etat pour le deuxième trimestre 2021 ;
- ✓ situation cumulée d'exécution du budget général de l'Etat à fin juin 2021.

I- PRESENTATION DU BUDGET PREVISIONNEL 2021

La Loi n° 2020-76 du 31 décembre 2020, portant loi de finances pour l'année budgétaire 2021, a équilibré le budget général de l'Etat, en recettes et en dépenses, à un montant de **2 644,53 milliards** de FCFA. Par grandes masses, ce montant est réparti conformément au tableau qui suit :

Tableau 1 Répartition par grandes masses des prévisions de recettes et de dépenses du budget général de l'Etat 2021 (en milliards de francs CFA)

Article/catégorie	LIBELLE	Montants votés LFI (en milliards de FCFA)
1- Recettes du budget de l'Etat		
12	Dons et legs	608,96
14	Obligations du Trésor	298,64
15	Tirages sur emprunts projets	337,33
16	Emprunts programmes	94,49
70	Vente des produits et services	5,76
71	Recettes fiscales	1 251,10
72	Recettes non fiscales	20,77
75	Recettes exceptionnelles	27,30
77	Produits financiers	0,19

TOTAL GENERAL		2 644,53
2 - Dépenses du budget de l'Etat		
I	Dettes publiques	371,02
II	Dépenses de personnel	317,94
III	Achat de biens et services	150,37
IV	Subventions et autres transferts publics	324,95
V	Investissements exécutés par l'Etat	1 480,26
TOTAL GENERAL		2 644,53

Source : DGB/DESB

II – SITUATION D'EXECUTION DU BUDGET GENERAL DE L'ETAT POUR LE DEUXIEME TRIMESTRE 2021

A. EXECUTION DES RECETTES DU BUDGET GENERAL DE L'ETAT

Au cours du deuxième trimestre 2021, les ressources du budget général de l'Etat ont été recouvrées à hauteur de **473,82 milliards** de FCFA pour des prévisions annuelles de **2.644,53 milliards**, soit un taux de réalisation de **17,92%**.

Comparé à la même période en 2020 (**637,63 milliards de FCFA**), le niveau de réalisation des ressources du budget général a connu une baisse de **163,81 milliards** de FCFA, soit **25,69%**. Le tableau ci-dessous donne l'exécution des ressources du budget général de l'Etat conformément à la présentation de la loi des finances 2021, par grandes masses.

Tableau 2 : exécution des recettes du budget général de l'Etat par article.

Article/catégorie	LIBELLE	Montants votés (en milliards de FCFA)	réalisation 2ème trimestre 2021	taux de réalisation
1- Ressources extérieures				
12	Dons et legs	608,96	28,74	4,72%
	<i>dont: Aide projets</i>	458,00	28,74	6,27%
	<i>Aides budgétaires</i>	150,96	0,00	0,00%
14	Obligations du Trésor	298,64	77,00	25,78%
15	Tirages sur emprunts projets	337,33	30,88	9,15%
16	Emprunts programmes	94,49	0,00	0,00%
Total ressources extérieures		1 339,42	136,61	10,20%
2 - Ressources internes				
70	Vente des produits et services	5,76	1,37	23,86%
71	Recettes fiscales	1 251,10	321,26	25,68%
72	Recettes non fiscales	20,77	12,22	58,83%
75	Recettes exceptionnelles	27,30	2,36	8,65%
77	Produits financiers	0,19	0,00	0,00%
Total ressources internes		1 305,11	337,21	25,84%
Total général		2 644,53	473,82	17,92%

1. Ressources extérieures

Les ressources extérieures comprennent les dons et legs et les emprunts extérieurs. Au cours du deuxième trimestre 2021, le montant total décaissé au titre de ces ressources extérieures s'établit à **136,61 milliards** pour des prévisions annuelles de **1.339,42 milliards**, soit un taux de décaissement de **10,20%**, représentant **28,83%** des réalisations ressources totales, estimées à **473,82 milliards** de FCFA.

Par rapport à la même période en 2020 (**318,48 milliards de FCFA**), le niveau de mobilisation des ressources extérieures a connu une baisse de **181,87 milliards**, soit **87,11%** liée essentiellement au non décaissement des emprunts programmes multilatéraux et bilatéraux au cours de ce premier semestre et au faible décaissement des aides sous forme des appuis budgétaires.

1.1 Dons et legs

Les dons et legs sont composés des aides projets et des aides budgétaires. **Les aides projets** décaissées au cours du deuxième trimestre 2021 s'élèvent à **28,74 milliards** pour des prévisions annuelles de **458,00 milliards**, soit un taux de décaissement de **6,27%**. Ce faible niveau est lié à l'indisponibilité de certaines données d'exécution, les opérations d'intégration sont en cours.

Ainsi aucune ressource relative aux **aides budgétaires** n'est décaissée au cours de ce trimestre sur les prévisions annuelles de **150,96 milliards** de franc CFA.

Le tableau ci-dessous fait ressortir la synthèse des décaissements des dons projets par bailleurs au cours du deuxième trimestre 2021.

Tableau 3 : décaissements des dons projets par bailleurs

BAILLEURS	C.P 2021	DECAISSEMENT 2 ^{ème} TRIMESTRE 2021	Taux de décaissement
BAD/FAD	32 731 212 872	2 370 800 921	7,2%
FIDA	8 422 194 742	6 330 397 460	75,2%
IDA	116 417 526 778	20 034 098 501	17,2%
total	157 570 934 392	28 735 296 882	18,2%

1.2 Emprunts

Les montants prévisionnels des emprunts au titre de la loi des finances initiales 2021, se chiffrent à 730,46 milliards FCFA, dont 298,64 milliards FCFA pour les obligations du trésor, **94,49 milliards** de FCFA pour les emprunts programmes et **337,33 milliards** FCFA au titre des tirages sur emprunts projets.

Au cours de ce trimestre, il a été mobilisé un montant de **77,00 milliards** de FCFA au titre des **obligations du trésor** soit un taux de mobilisation de **25,78%**. Par contre les emprunts programmes n'ont connu aucun décaissement sur cette période.

Les tirages sur emprunts projets, enregistre un décaissement de 30,88 milliards de FCFA, soit un taux de **9,15%** en légère baisse par rapport à son niveau de l'année dernière (**10,91**). Le tableau ci-dessous donne la situation des décaissements des emprunts projets par bailleurs au cours du deuxième trimestre 2021.

Tableau 4 : décaissements des emprunts projets par bailleurs

BAILLEURS	C.P 2021	DECAISSEMENT 2^{ème} TRIMESTRE 2021	Taux de décaissement
BAD/FAD	34 477 619 290	1 515 334 920	4,4%
BID	60 839 445 952	82 499 245	0,1%
FIDA	11 831 993 872	1 379 732 925	11,7%
IDA	113 459 393 442	27 898 355 855	24,6%
total	220 608 452 556	30 875 922 945	14,0%

2. Ressources internes

Les recettes internes du budget de l'Etat sont constituées des recettes fiscales, des recettes non fiscales, des recettes exceptionnelles, des produits financiers et des ventes de produits et services.

Au cours du deuxième trimestre 2021, le montant total des recouvrements des ressources internes a atteint **337,21 milliards** de FCFA sur des prévisions annuelles de **1 305,11 milliards** de FCFA, soit un taux de réalisation de **25,85%**, représentant **71,17%** des ressources totales mobilisées au titre du budget général de l'Etat pour l'année 2021. Il ressort une performance de recouvrement des ressources internes par rapport aux objectifs trimestriels.

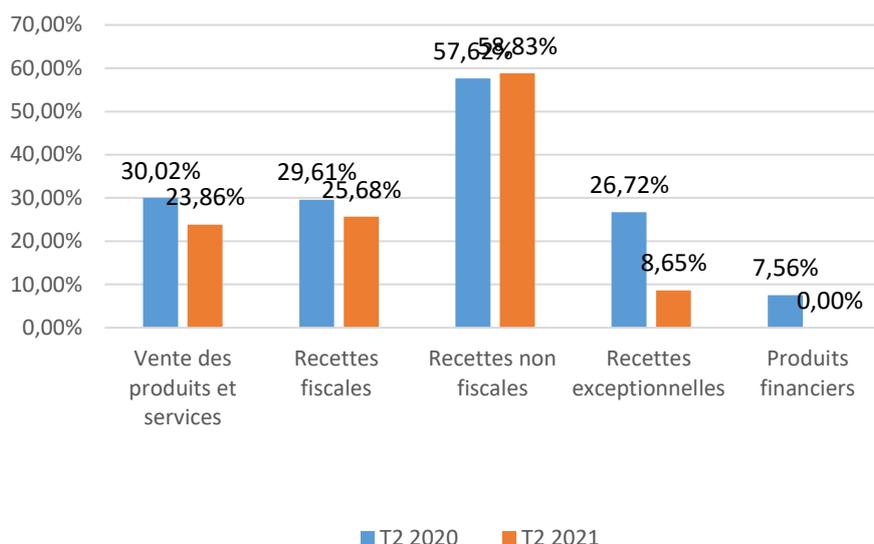
Comparé à la même période en 2020, le recouvrement des ressources internes est en hausse de **18,06 milliards** de FCFA, soit **5,66%**. Cette hausse s'explique principalement par les recettes fiscales de 30,91 milliards de FCFA. Le tableau ci-dessous présente la synthèse de recouvrement des recettes internes par régie financière au cours du deuxième trimestre 2021.

Tableau 5 : recouvrement des recettes internes par régies financières

recouvrement par régie	réalisation 2ème trimestre 2020	prévisions 2ème trimestre 2021	réalisation 2ème trimestre 2021	taux de recouvrement
DGD	131,57	129,54	116,28	89,77%
DGI	160,57	184,14	206,97	112,40%
DGTCP	27,02	13,53	13,96	103,23%
Total recettes internes	319,15	327,21	337,21	103,06%
<i>dont exonérations:</i>	DGI	14,82	23,64	
	DGD	74,54	45,90	

Le graphique ci-dessous montre les taux de mobilisation des principales catégories de recettes internes.

Graphique 1 : Taux d'exécution des recettes internes du budget de l'Etat au cours du deuxième trimestre 2021, par grandes natures de recettes



Le tableau qui suit donne le niveau de réalisation des recettes internes par grandes catégories.

Tableau 6 : exécution des recettes internes du budget général de l'Etat par grandes natures.

Parag.	Imputation	Prévisions 2ème trimestre 2021 (en milliards de FCFA)	Réalisations 2ème trimestre 2021 (en milliards de FCFA)	Taux de réalisation
	Ressources Internes			
	70-ventes de produits et services			
701	Ventes de produits	0,01	0,02	224,46%
702	Ventes de prestations de services	1,64	1,35	82,61%
	Total 70	1,65	1,37	83,51%
	71 - Recettes fiscales			
711	Impôts sur les revenus, les bénéfices et gains en capital	41,25	40,78	98,85%
712	Impôts sur les salaires versés et autres rémunérations	17,61	18,40	104,52%
713	Impôts sur le patrimoine	2,85	3,76	131,95%
714	Autres impôts directs	0,85	0,16	18,61%
715	Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services	100,21	114,01	113,77%
716	Droits de timbre et d'enregistrement	8,45	8,72	103,17%
717	Droits et taxes à l'importation	117,10	120,16	102,61%
718	Droits et taxes à l'exportation	13,84	9,49	68,57%
719	Autres recettes fiscales	9,12	5,78	63,37%
	Total 71	311,28	321,26	103,20%
	72 - Recettes non fiscales			
721	Revenus de l'entreprise et du domaine	6,52	5,69	87,16%
722	Droits et frais administratifs	3,50	6,05	172,58%
723	Amendes et condamnations pécuniaires	0,98	0,41	41,51%

729	Autres recettes non fiscales	0,15	0,08	53,56%
	Total 72	11,16	12,22	109,53%
75 - Recettes exceptionnelles				
751	Remises et annulations de dette	0,00	0,00	#DIV/0!
759	Autres recettes exceptionnelles	3,07	2,36	76,89%
	Total 75	3,07	2,36	76,89%
77-produits financiers				
772	Intérêts sur les dépôts à terme	0,05	0,00	0,00%
	Total 77	0,05	0,00	0,00%
	Total des ressources internes	327,21	337,21	103,06%

Source : DGB/DESB

2.1 Vente des produits et services

Les ventes des produits et services comprennent les recettes portuaires, les régies de prestations MCCE, les recettes du journal officiel, des centres de santé de la reproduction, des vaccinations internationales et de la publicité foncière. Au cours du deuxième trimestre 2021, ce groupe d'impôts a enregistré une réalisation de **1,37 milliard** de FCFA pour une prévision annuelle de **5,76 milliards**, soit un taux de réalisation de **23,86%**. Par rapport aux prévisions trimestriels (**1,65 milliard de FCFA**), ce taux est de **83,51%**.

Comparativement à la même période en 2020 (**1,51 milliard de FCFA**), le niveau de réalisation de la vente des produits et services est en baisse de 0,14 milliards de FCFA, soit une régression de 8,96% en valeur absolue.

2.2 Recettes fiscales :

Les recettes fiscales sont les revenus provenant des impôts et des taxes prélevées par l'Etat sur le tissu économique.

Au cours du deuxième trimestre 2021, le montant total recouvré a atteint **321,26 milliards** de FCFA pour des prévisions annuelles et trimestrielles respectives de **1.251,10 milliards** de FCFA et de **311,88 milliards** de FCFA, soit des taux de réalisation respectifs de **25,68%** et **103,20%**. Ce montant représente **95,27%** du montant total des recettes internes recouvrées.

Comparé à la même période en 2020, avec une réalisation de **290,34 milliards** de FCFA, le niveau d'exécution des recettes fiscales a connu une progression de **30,91 milliards** de FCFA, correspondant à un taux d'accroissement de **10,65%**.

Le recouvrement de ces recettes a été assuré par :

- la Direction Générale des Douanes (DGD) pour **116,08 milliards** de FCFA, dont **45,90 milliards** de FCFA d'exonération, sur des prévisions annuelles de **427,46 milliards**, soit **27,16%**. Par rapport aux prévisions du premier trimestriel, ce taux est de **89,73%**.
- la Direction Générale des Impôts (DGI) pour **205,18 milliards** de FCFA, dont 23,64 milliards de FCFA d'exonération sur des prévisions annuelles de **746,76 milliards**, soit **27,48%**. Les réalisations de la DGI n'intègrent pas le prélèvement pour le compte des tiers au cours de ce trimestre. Par rapport aux prévisions du premier trimestriel, le taux de réalisation est de **112,79%**.

Les réalisations des recettes fiscales peuvent s'expliquer ainsi :

- **Au niveau de la DGI**, le niveau de mobilisation des recettes fiscales s'explique principalement par :

- le bon résultat enregistré par l'impôt sur le gain des loteries avec une plus-value de 4,532 milliards de FCFA du faite du non prévision de cet impôt au cours de ce trimestre ;
- le résultat enregistré dans la catégorie de « l'Impôts sur les salaires versés et autres rémunérations », notamment l'ITS avec une hausse de 794,20 millions de FCFA par rapport aux prévisions correspondantes ;
- la taxe immobilière des personnes morales a également connu une hausse de 1,30 milliards de FCFA par rapport aux prévisions trimestrielles de 1,40 milliard de FCFA;
- la TCFGE et la TATTIE avec des plus-values respectives de 3,37 milliards de FCFA et 10,56 milliards de FCFA par rapport respectivement aux prévisions trimestrielles de 1,78 et 6,06 milliards de FCFA. Toutefois, la performance enregistrée par la TATTIE est liée aux compensations opérées au cours de la période ;
- la plus-value de 516,36 millions de FCFA enregistrée par la publicité foncière par rapport aux prévisions du trimestre ;
- la taxe sur les tabacs et la cigarette avec une plus-value de 1,12 milliard de FCFA ;
- ce pendant certains impôts ont atténué cette performances tels que ;
- la redevance ad valorem avec une moins-value de 2,59 milliards de FCFA par rapport aux prévisions de 6,57 milliards de FCFA ;
- les moins-values enregistrées au niveau de redevance superficière pétrole (1,27 milliard de FCFA), du droit de timbre (944,37 millions de FCFA) et de l'impôt sur le revenu de beau professionnel (809,06 millions de FCFA) ;
- l'Impôt sur les revenus, les bénéfices et gains en capital, Cette catégorie de recettes fiscales est essentiellement composée de l'impôt sur les bénéfices et l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières. Ce groupe a enregistré une réalisation de 40,78 milliards de FCFA pour des prévisions des 41,25 milliards de FCFA, soit une moins-value de 473,67 millions de FCFA ;
- les mauvais résultats enregistrés au niveau de la TVA avec une moins-value de 15,77 milliards de FCFA par rapport aux prévisions ;

➤ **Au niveau de la DGD**, le niveau de mobilisation des recettes s'explique principalement par :

- la taxe intérieure sur les produits pétroliers avec une plus-value de 87,60 millions de FCFA en lien avec la contribution des activités des secteurs pétroliers ;
- la plus-value enregistrée au niveau des amendes et confiscations en douane de 34,04 millions de FCFA sur des prévisions de 170,48 millions de FCFA ;
- les droits de douane (DD) avec une moins-value de 6,99 milliards de FCFA sur des prévisions trimestrielles de 41,84 milliards de FCFA ;
- la TSR a enregistré une moins-value de 3,92 milliards de FCFA.

L'examen des recettes douanières fait ressortir des gaps de 13,26 milliards de FCFA par rapport aux prévisions des recettes cash et des recettes d'ordre de paiement (OP) y compris les exonérations douanières induite par les importations rentrant dans le cadre de la sécurité et des CPPP.

2.3 -Recettes non fiscales

Elles sont constituées essentiellement des produits divers recouverts par la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP) et la DGI. Le montant total recouvert au cours du deuxième trimestre 2021 s'élève à **12,22 milliards** de FCFA pour des prévisions annuelles de **20,77 milliards** de FCFA, soit un taux de réalisation de **58,83%**. Ce montant est composé de **610 millions** de FCFA recouverts par la DGI et **11,61 milliards** de FCFA recouverts par la DGTCP.

Comparé à la même période en 2020, avec une réalisation de 15,74 milliards de FCFA, il ressort une baisse de recouvrement des recettes non fiscales de **3,52 milliards** de FCFA, correspondant à une régression de **22,38%** en valeur absolue.

2.4 - Recettes exceptionnelles

Les recettes exceptionnelles sont des recettes à caractère non permanent, recouvrées par la DGTCP et la DGI. Elles ont connu un niveau de réalisation de **8,65%**, représentant **2,36 milliards** de FCFA en valeur relative pour des prévisions annuelles de **27,30 milliards** de FCFA, dont **2,33 milliards** de FCFA au titre de la DGTCP et **0,033 milliard** de FCFA pour la DGI. Cette contreperformance est essentiellement imputable à la rubrique « autres recettes diverses(TGN) ».

Comparativement à la même période en 2020 (**11,40 milliards de FCFA**), le niveau de réalisation des recettes exceptionnelles a connu une baisse de **9,04 milliards** de FCFA, correspondant à **79,28%** en valeur absolue.

2.5 Produits financiers

Les produits financiers sont composés des intérêts sur les dépôts à terme. Cette catégorie de recette n'a connu aucune réalisation au cours du deuxième trimestre 2021, pour des prévisions annuelles et trimestrielles respectives de **0,19 milliard** de FCFA et de **0,05 milliard** de FCFA. Cette situation s'explique par le non encaissement de certains produits financiers saisonniers.

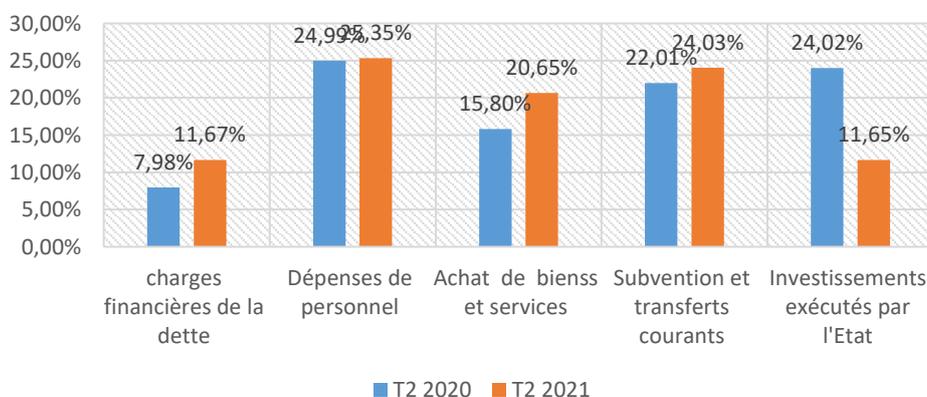
B- EXECUTION DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL DE L'ETAT

Au cours du deuxième trimestre 2021, les dépenses du budget général de l'Etat ont été exécutées à hauteur de **405,53 milliards** pour des prévisions annuelles de **2.644,53 milliards** de FCFA, soit un taux d'exécution de **15,33%**. Comparativement aux crédits libérés ce taux est de **87,57%**.

A la même période en 2020 le niveau de consommation des crédits votés était de 492,80 milliards de FCFA, il ressort une baisse de consommation des crédits de **87,27 milliards** de FCFA, correspondant à un taux de régression de **17,71%**.

Le graphique ci-dessous montre le taux d'exécution des dépenses selon les catégories au cours du deuxième trimestre 2021.

Graphique 2 : taux d'exécution du budget de l'Etat au cours du deuxième trimestre 2020 et 2021



Le tableau qui suit donne l'exécution des dépenses par catégorie budgétaire et en milliards de F CFA.

Tableau 7 : exécution par titre des dépenses du budget général de l'Etat (en milliards de F CFA)

Libellés catégorie	EXECUTION DEUXIEME TRIMESTRE 2020					EXECUTION DEUXIEME TRIMESTRE 2021				
	crédits			taux de consommation		crédits			taux de consommation	
	votés	libérés	consommés	//votés	//libérés	votés	libérés	consommés	//votés	//libérés
1-CHARGES FINANCIERE DE LA DETTE	465,40	84,79	37,14	7,98%	43,80%	371,02	84,03	43,31	11,67%	51,55%
2-CHARGES DE PERSONNEL	295,76	74,07	73,92	24,99%	99,80%	317,94	79,48	80,59	25,35%	101,40%
3-ACHATS DE BIEN ET SERVICES	138,01	29,49	21,81	15,80%	73,94%	150,37	28,45	31,06	20,65%	109,15%
4-SUBVENTIONS ET AUTRES TRANSFERTS COURANTS	292,94	61,63	64,47	22,01%	104,61%	324,95	91,85	78,08	24,03%	85,00%
5-INVESTISSEMENTS EXECUTES PAR L'ÉTAT	1230,22	343,42	295,46	24,02%	86,03%	1 480,26	179,26	172,49	11,65%	96,22%
<i>Projets financements ANR</i>	418,28	127,71	127,71	30,53%	100,00%	458,00	28,73	28,73	6,27%	100,00%
<i>Projets financements emprunts</i>	212,69	41,78	41,78	19,64%	100,01%	337,33	29,64	29,64	8,79%	100,00%
<i>Financement trésor</i>	599,25	173,93	125,97	21,02%	72,42%	684,93	120,89	114,12	16,66%	94,40%
Total général	2422,33	593,41	492,80	20,34%	83,05%	2 644,53	463,07	405,53	15,33%	87,57%

Les développements qui suivent commentent l'exécution, par catégorie de dépenses du budget général de l'Etat au deuxième trimestre 2021.

Le détail de l'exécution des dépenses par section, programme et catégorie se trouve au niveau de l'annexe

1. Amortissement et charges de la dette publique

Les dépenses relatives à la dette sont constituées de la dette intérieure et de la dette extérieure. Il ressort un niveau d'exécution liées à la prise en charge des dépenses relative aux charges financières de la dette publique de **11,67%**. En effet, sur des prévisions annuelles de **371,02 milliards** de FCFA, il a été exécuté un montant de **43,31 milliards** de FCFA. Il faut signaler que le paiement de la dette extérieure est fonction des échéances prévues et s'opère dans certains cas par débit d'office au niveau de la BCEAO. Par rapport aux crédits libérés de **84,03 milliards** de FCFA, le taux d'exécution des charges financières de la dette publique est de **51,85%**.

Comparé à la même période en 2020 (37,14 milliards de FCFA), le niveau du remboursement du principal et des intérêts de la dette publique a connu une hausse de **6,17 milliards** de FCFA, correspondant à un taux de progression de **16,63%**.

2. Dépenses de personnel

Les dépenses de personnel sont composées des salaires civils et militaires ainsi que de leurs accessoires. Au cours du deuxième trimestre 2021, le niveau d'exécution de cette catégorie de dépenses a atteint **25,35%**, correspondant à **80,59 milliards** de FCFA sur des prévisions annuelles de **317,94 milliards** de FCFA.

En 2020, le niveau d'exécution des dépenses du personnel était de 73,92 milliards de FCFA, il a connu une progression de **6,67 milliards** de FCFA en 2021, correspondant à un taux de **9,03%**.

3. Dépenses d'achats de biens et services

Cette catégorie de dépenses relève du fonctionnement courant de l'administration. Elle comprend principalement les fournitures et consommables, les dépenses d'entretien et de maintenance, les déplacements ainsi que les prestations de services (assurances, téléphone, électricité, transports, loyers ...).

Dans l'ensemble, le niveau d'exécution a atteint **31,06 milliards** de FCFA pour des prévisions annuelles de **150,37 milliards** de FCFA, soit un taux d'exécution de **20,65%**. Comparativement aux crédits libérés, le taux d'exécution est de **109,15%**.

Comparé à la même période en 2020 (21,81 milliards de FCFA), le niveau d'exécution des dépenses d'achat des biens et services a connu une hausse de **9,35 milliards**, soit **42,41%**.

4. Subventions et transferts courants

Ce poste de dépenses comprend essentiellement les subventions accordées aux établissements publics à caractère administratif, les transferts au profit des ménages et de certaines administrations publiques (pécules et bourses notamment), les contributions aux organisations internationales, la formation des personnels de l'Etat, les évacuations sanitaires, la gratuité des soins ...

Les subventions et transferts courants sont exécutées à hauteur de **78,08 milliards** de FCFA sur un montant prévisionnel de **324,95 milliards** de FCFA, soit un taux d'exécution de **24,03%**. Par rapport aux crédits libérés de 91,85 milliards de FCFA, ce taux est de **85,00%**.

Comparé à la même période en 2020, le niveau d'exécution des subventions et transferts courants a connu une hausse de **13,61 milliards** de FCFA, soit **21,12%**.

5. Dépenses d'investissements de l'Etat

Les investissements de l'Etat sont constitués de l'équipement des administrations (matériels et mobiliers) et des projets et programmes. A la fin du deuxième trimestre 2021, le montant total réalisé a atteint **172,49 milliards** de FCFA sur des prévisions annuelles de **1.480,26 milliards** de FCFA, soit un taux d'exécution de **11,65%**, incluant les dépenses fiscales au titre de la DGI et de la DGD d'un montant de **69,55 milliards** de FCFA. Comparativement aux crédits libérés, ce taux est de **96,22%**.

Comparé à la même période en 2020, le niveau d'exécution des dépenses d'investissement a connu une baisse de **122,97 milliards** de FCFA, soit **41,62%** imputable essentiellement aux faibles niveaux de décaissement de ressources extérieures. Les investissements de l'Etat sont financés soit sur ressources propres, soit sur ressources extérieures (ANR et Emprunts).

5.1 Investissements sur ressources propres de l'Etat

Les investissements sur financement propre de l'Etat ont connu un niveau de consommation total de **114,12 milliards** de FCFA sur des prévisions annuelles de **684,93 milliards** de FCFA, soit un taux d'exécution de **16,66%**. Ce montant incorpore les dépenses d'exonération d'un montant total de **69,55 milliards** de FCFA au titre de la DGD et de la DGI.

Comparé à la même période en 2020, le niveau d'exécution des dépenses d'investissement sur ressources propres a connu une baisse de **11,85 milliards** de FCFA, soit **9,41%**.

5.2 Investissements sur financements extérieurs

Pour ce qui est des dépenses sur financements extérieurs, le niveau d'exécution est de **6,27%** pour les ANR et **8,79%** pour les emprunts soit des montants respectifs de **28,73** et **29,64 milliards** de FCFA. Ces taux d'exécution constatés représentent le niveau de collecte des données sur les décaissements effectués au titre des projets et programmes sur financement extérieur et qui seront certainement améliorés dans la situation consolidée.

III- SITUATION CUMULEE A FIN JUIN 2021

Cette partie présente la situation cumulée d'exécution du budget au cours en juin 2021.

1. REALISATION DES RESSOURCES DU BUDGET GENERAL DE L'ETAT

A fin juin 2021, les ressources du budget général de l'Etat ont été recouvrées à hauteur de **889,76 milliards** de FCFA pour des prévisions annuelles de **2.644,53 milliards** FCFA, soit un taux de réalisation de **33,65%**.

Comparé à la même période en 2020, le niveau de réalisation des recettes du budget général a connu une baisse de 210,20 milliards de FCFA en valeur absolue, soit 19,11 en valeur relative. Cette baisse est aussi bien imputable à certaines catégories des ressources internes telles que les recettes non fiscale (-2,66 milliards FCFA, soit -14,84%) qu'aux ressources externes (-253,77 milliards, soit -48,68%).

Le tableau ci-dessous présente la situation d'exécution des ressources du budget général de l'Etat à fin juin 2021.

Tableau 8: Situation de réalisation des recettes à fin juin 2021

Article/catégorie	LIBELLE	Montants votés (en	réalisation fin juin 2021	taux de réalisation
e				n

		milliards de FCFA)		
1- Ressources extérieures				
12	Dons et legs	608,96	54,02	8,87%
	<i>dont: Aide projets</i>	458,00	42,34	9,24%
	<i>Aides budgétaires</i>	150,96	11,68	7,74%
14	Obligations du Trésor	298,64	165,00	55,25%
15	Tirages sur emprunts projets	337,33	48,47	14,37%
16	Emprunts programmes	94,49	0,00	0,00%
Total ressources extérieures		1 339,42	267,49	19,97%
2 - Ressources internes				
70	Vente des produits et services	5,76	3,06	53,16%
71	Recettes fiscales	1 251,10	599,68	47,93%
72	Recettes non fiscales	20,77	15,25	73,40%
75	Recettes exceptionnelles	27,30	4,00	14,64%
77	Produits financiers	0,19	0,28	152,00%
Total ressources internes		1 305,11	622,27	47,68%
TOTAL GENERAL		2 644,53	889,76	33,65%

Source : DGB/DESB

1.1 Les ressources extérieures

Prévues pour un montant global de **1.339,42 milliards** de FCFA, les réalisations cumulées des ressources extérieures au 30 juin 2021 s'élèvent à **267,49 milliards** de FCFA, soit un taux de **19,97%**.

Les ressources extérieures se décomposent comme suit :

- ✓ Les Dons et legs : les réalisations cumulées des dons et legs à fin juin 2021 s'élèvent à **54,02 milliards** de FCFA pour des prévisions annuelles de **608,96 milliards** de FCFA, soit un taux de **8,87%**. Comparativement à la même période en 2020 (**159,40 milliards** de FCFA), le niveau de décaissement des dons et legs est en baisse de 105,38 milliards de FCFA, soit 66,11% en valeur absolue ;
- ✓ Les obligations du Trésor ont été mobilisées à hauteur de **165,00 milliards** de FCFA pour des prévisions annuelles de **298,64 milliards** de FCFA, soit un taux de **55,25%**. Le niveau de réalisation des obligations du trésor est en hausse de **76,54 milliards** de FCFA par rapport à son niveau de l'année dernière à la même période ;
- ✓ Les emprunts projets qui ressortent à **48,47 milliards** de FCFA pour des prévisions annuelles **337,33 milliards** de FCFA, soit un taux de **36,46%**. Comparé à la même période en 2020 (**57,80 milliards** de FCFA) le niveau de décaissement a connu une baisse de **9,33 milliards** de FCFA en valeur relative ;
- ✓ Les emprunts programmes n'ont connu aucun décaissement sur les prévisions annuelles de **94,49 milliards** de FCFA au titre de ce deuxième trimestre 2021.

Tableau 9 : décaissements des emprunts et des dons projets à fin juin 2021

décaissement à fin juin des emprunts par bailleurs			
BAILLEURS	C.P 2021	DECAIS. CUMULES	Taux de décaissement
BAD/FAD	34 477 619 290	1 515 334 920	4,40%
BADEA	2 763 798 418	21 725 000	0,79%
BID	60 839 445 952	3 415 826 547	5,61%

BOAD	13 185 292 942	169 824 000	1,29%
FIDA	11 831 993 872	1 789 867 086	15,13%
IDA	113 459 393 442	41 552 756 750	36,62%
Total	236 557 543 916	48 465 334 303	20,49%
décaissement à fin juin des ANR par bailleurs			
BAILLEURS	C.P 2021	DECAIS. CUMULES	Taux de décaissement
AFD	20 184 926 085	379 516 418	1,88%
BAD/FAD	32 731 212 872	2 370 800 921	7,24%
FIC	26 741 024	437 891 730	1637,53%
FIDA	8 422 194 742	6 840 581 621	81,22%
IDA	116 417 526 778	32 311 413 703	27,75%
Total	177 782 601 501	42 340 204 393	23,82%

Source : DGB/DESB

1.2 Les ressources internes

Les réalisations cumulées des recettes internes du budget de l'Etat au 30 juin 2021 s'élèvent à **622,27 milliards de FCFA** pour des prévisions annuelles de **1.305,11 milliards** de FCFA, soit un taux de **47,68%**.

Le tableau ci-dessous présente la situation de recouvrement de recettes par régies financières à fin juin 2021.

Tableau 10 : situation de réalisation des recettes interne par structure à fin juin 2021

<i>recouvrement par régie</i>	<i>prévisions à fin juin 2021</i>	<i>réalisations à fin juin 2021</i>	<i>taux de recouvrement</i>
DGD	250,88	223,14	88,94%
DGI	372,25	381,09	102,37%
DGTCP	18,15	18,04	99,41%
Total recettes internes	641,28	622,27	97,04%
<i>dont exonérations:</i>	DGD	52,91	91,80
	DGI	13,46	42,39

Source : DGB/DESB

✓ Les recettes fiscales

Les réalisations cumulées des recettes fiscales à fin juin 2021 s'élèvent à **599,68 milliards** de FCFA pour des prévisions annuelles de **1.251,10 milliards** de FCFA, soit un taux de **47,93%**. Comparé à la même période en 2020 (**545,02 milliards** de FCFA), ce niveau de réalisation est en progression de **54,66 milliards** de FCFA, soit **10,03%**.

✓ Les recettes non fiscales

Prévues pour un montant de 20,77 milliards de FCFA dans la loi des finances initiale 2021 les réalisations cumulées des recettes non fiscales à fin juin 2021 s'élèvent à **15,25 milliards** de FCFA, soit un taux de réalisation de **73,40%**. Comparativement à la même période en 2020, le niveau de recouvrement en baisse de 2,66 milliards de FCFA, soit 14,87%.

✓ Les recettes exceptionnelles

Les prévisions annuelles des recettes exceptionnelles s'établissent à 27,30 milliards de FCFA. A fin juin 2021, les réalisations cumulées des recettes exceptionnelles s'élèvent à **4,00 milliards** de FCFA, soit un taux de réalisation **14,64%**. En 2020, à la même période, le montant recouvré était de **12,93 milliards** de FCFA, soit une variation en valeur absolue entre les deux (02) périodes de **8,93 milliards** de FCFA.

✓ La vente de produits et services

Le recouvrement de la vente de produits et services a atteint **3,06 milliards** de FCFA au cours de ce semestre 2021 sur les prévisions annuelles de **5,76 milliards** de FCFA prévus, soit un taux de recouvrement de **53,16%**. Comparé à la même période en 2020, le niveau de recouvrement de la vente de produits et services en hausse de 0,42 milliards de FCFA, correspondant à une augmentation en valeur relative de 15,71%.

✓ Produits financiers

A fin juin 2021, les produits financiers sont mobilisés à hauteur de **0,28 milliard** de FCFA sur une prévision annuelle de **0,19 milliard** de FCFA, soit un taux de recouvrement de **152,00%**. En 2020, à la même période, le montant recouvré était de **0.20 milliards** de FCFA, soit une variation en hausse de 0,08 milliards de FCFA sur les deux périodes.

2. EXECUTION DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL DE L'ETAT

L'analyse de la situation d'exécution des dépenses budgétaires à fin juin 2021, porte essentiellement sur les amortissements et charges de la dette publique, les subventions et transferts, les dépenses des biens et services et les dépenses d'investissements.

Sur les **2.644,53 milliards** de FCFA de prévisions établies dans la Loi de Finances initiale, les dépenses totales de l'Etat sont évaluées à **794,73 milliards** de FCFA à fin juin 2021, avec un taux d'exécution de **30,85%**.

2.1 Amortissement et charges de la dette publique

Prévu pour un montant de **371,02 milliards** de FCFA, le service de la dette publique du budget général de l'Etat pour la gestion 2021 a connu un niveau de réalisation de **87,48 milliards** de FCFA au cours du premier semestre, soit un taux d'exécution de **23,58%**.

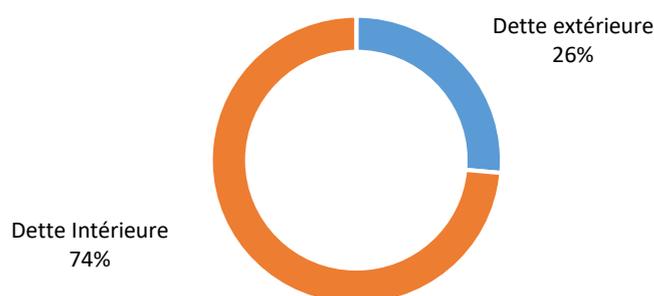
En valeur absolue, le remboursement du principal et des Intérêts de la dette publique a diminué de 9,17 milliards de F CFA (-9,48% en valeur relative) par rapport à l'exercice précédent à la même période en 2020. Le tableau ci-dessous donne la situation d'exécution des charges financières de la dette au 30 juin 2021 (en milliers FCFA).

Tableau 11 : situation d'exécution de la charge financière de la dette publique au 30 juin 2021

Dette extérieure	Principal	Intérêt	Service à fin juin 2021
Multilatérale	11 307 890 476	6 131 048 767	17 438 939 243
Bilatérale hors Club de Paris	2 102 769 534	429 469 724	2 532 239 258
Commerciale	-	3 136 220 703	3 136 220 703
Total Dette extérieure	13 410 660 010	9 696 739 194	23 107 399 204
Dette Intérieure			
Obligation du trésor	9 331 587 500	15 106 760 130	24 438 347 630
CPPP	12 200 122 530	-	12 200 122 530

Concours BCEAO	1 434 946 876	20 678 512	1 455 625 388
Titrisation	-	-	-
Avances de trésorerie	8 732 455 105	934 746 475	9 667 201 580
Passif (CAADIE)	79 929 000	-	79 929 000
BOAD	10 814 800 126	5 721 221 577	16 536 021 703
Total Dette Intérieure	42 593 841 137	21 783 406 694	64 377 247 831
TOTAL Dette publique	56 004 501 147	31 480 145 888	87 484 647 035

Graphique 3 : répartition des charges financières de la dette



Ce graphique montre que la dette intérieure représente 74% de paiement du principal et des intérêts des charges financières de la dette publique contre 26% pour la dette extérieure.

2.2 Dépenses de personnel

A fin juin 2021, les dépenses de personnel du budget de l'Etat sont exécutées à hauteur de **158,97** milliards de FCFA pour une prévision annuelle de 317,94 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution 50,00%.

En 2020 à la même période, ce taux était de 49,95% correspondant à des dépenses engagées visées de **147,73 milliards** F CFA. Il ressort une hausse des dépenses de personnel de **11,24 milliards** F CFA en valeur absolue et 7,61% en valeur relative, soit une hausse de 1,05 points du taux s'exécution entre le deux(02) périodes. Le détail des dépenses de personnel par section à fin juin 2021 est donné en annexe

2.3 Dépenses d'achats de biens et services

Les réalisations cumulées des dépenses d'achats de biens et services à fin juin 2021 s'élèvent à **54,96 milliards** de FCFA sur une prévision annuelle de **150,37 milliards** de FCFA, correspondant à un taux d'exécution de **36,55%**.

2.4 Subventions et transferts courants

Pour une prévision de **324,95 milliards** de FCFA, les réalisations cumulées des dépenses de transferts et subventions ont atteint, au 30 juin 2021, un montant de **151,98 milliards** de FCFA, représentant ainsi un taux d'exécution de **48,77%**.

2.5 Dépenses d'investissements de l'Etat

Les réalisations cumulées des dépenses d'investissements de l'Etat à fin juin 2021 s'élèvent à **341,32 milliards** de FCFA, soit un taux de **23,06%**.

- ✓ Au 30 juin 2021, les dépenses d'investissements sur ressources internes sont exécutées à hauteur de **250,52 milliards** de FCFA pour une prévision annuelle de **684,93 milliards** de FCFA, ce qui correspond à un taux d'exécution de **36,58%**.
- ✓ Quant aux investissements sur financements extérieurs, les décaissements se chiffrent à **90,81 milliards** de FCFA pour une prévision de **795,33 milliards** FCFA, soit un taux d'exécution de **11,42%**. Ils se répartissent comme suit : **42,34 milliards** de FCFA pour les projets sur financement ANR et **48,47 milliards** de FCFA pour les emprunts projets.

La situation des dépenses du budget général de l'Etat est présentée dans le tableau récapitulatif ci-après

:

Tableau 12 : Situation d'exécution des dépenses à fin juin 2021

Libellés catégorie	EXECUTION DES DEPENSES A JUIN 2020					EXECUTION DES DEPENSES A JUIN 2021				
	crédits			taux de consommation		crédits			taux de consommation	
	votés	libérés	consomés	//votés	//libérés	Votés	libérés	consomés	//votés	//libérés
1-CHARGES FINANCIERE DE LA DETTE	465,40	157,50	96,65	20,77%	61,37%	371,02	168,05	87,48	23,58%	52,06%
2-CHARGES DE PERSONNEL	295,76	147,88	147,73	49,95%	99,90%	317,94	158,97	158,97	50,00%	100,00%
3-ACHATS DE BIEN ET SERVICES	138,01	50,57	38,42	27,84%	75,98%	150,37	66,63	54,96	36,55%	82,49%
4-SUBVENTIONS ET AUTRES TRANSFERTS COURANTS	292,94	135,36	126,59	43,21%	93,52%	324,95	170,94	151,98	46,77%	88,91%
5-INVESTISSEMENTS EXECUTES PAR L'ÉTAT	1230,2					1				
	2	485,43	429,27	34,89%	88,43%	480,26	358,03	341,32	23,06%	95,33%
<i>Projets financements ANR</i>	418,28	139,07	139,07	33,25%	100,00%	458,00	42,34	42,34	9,24%	100,00%
<i>Projets financements emprunts</i>	212,69	57,80	57,80	27,17%	100,00%	337,33	48,47	48,47	14,37%	100,00%
<i>Financement trésor</i>	599,25	288,56	232,40	38,78%	80,54%	684,93	267,23	250,52	36,58%	93,75%
Total général	2422,3					2				
	3	976,73	838,66	34,62%	85,86%	644,53	922,62	794,73	30,05%	86,14%

Source DGB/DESB

2.6 Analyse de la convergence à fin juin 2021

Conformément à l'engagement pris dans le programme de convergence, le ratio masse salariale sur les recettes fiscales s'établit à 26,51% à fin juin 2021 inférieur à son niveau à la même période 2020. Quant au ratio dépenses d'investissements financées sur ressources internes rapportées aux recettes fiscales a atteint le niveau de 41,78 % largement supérieur la norme prévu dans le programme de convergence de l'UEMOA. Le tableau ci-dessous présente la situation des critères de convergence à fin juin 2021.

Tableau 13 : la situation des critères de convergence à fin juin 2021

Critères de second rang:	Norme UEMOA	Valeur à fin juin	
		2020	2021
Ratio de la masse salariale sur les recettes fiscales	<=35%	27,11%	26,51%
Ratio investissement publics financés sur ressources internes sur recettes fiscales	>=20%	42,64%	41,78%

Le solde budgétaire de base est la différence entre les recettes (hors dons) moins total des dépenses (y compris les. prêts nets) (hors dépenses en capital à financement extérieure et hors PPTTE). Il ressort un solde excédentaire de **131,82 milliards** de FCFA imputable principalement aux efforts constatés au ce premier semestre 2021 des structures de recouvrements des ressources internes. Il est atténué par le faible niveau de mobilisation des ressources extérieures, ce qui impacte négativement le niveau de mobilisation des ressources globales.

CONCLUSION

La situation de l'exécution du budget à fin juin 2021 fait ressortir un bon niveau de mobilisation des ressources budgétaires par rapport aux objectifs et une exécution relativement satisfaisante des dépenses. Les ressources budgétaires mobilisées s'établissent à 889,76 milliards de francs CFA correspondant à un taux de réalisation de 33,65% par rapport aux prévisions annuelles de 2 644,53 milliards de francs CFA. Le suivi rigoureux de l'exécution des dépenses, en lien avec le rythme de mobilisation des ressources a permis d'exécuter globalement les dépenses à hauteur de 794,73 milliards de francs CFA pour des prévisions annuelles de 2 644,53 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 30,05%. Les efforts de recouvrement des ressources, d'amélioration de la consommation des crédits d'investissement et de maîtrise des charges de fonctionnement se poursuivront au cours du troisième trimestre 2021, en vue de garantir une bonne exécution budgétaire afin de prendre en compte les orientations du Programme de Renaissance ainsi que les priorités et choix stratégiques définis par le Gouvernement, notamment dans le Plan de Développement Economique et Social (PDES 2017-2021) et le Programme Economique et Financier (PEF 2017-2020)

LA DIRECTRICE GENERALE DU BUDGET

